

## LE TRAVAIL DE PRÉPARATION DES PLANS DE VILLE DE LA COMMISSION DE CONSERVATION

Il est d'une importance capitale dans le développement national--Ce qui a été fait; quelques-unes des choses qui restent à faire.

Dans un pays neuf et qui se développe rapidement comme le Canada, c'est faire un placement qui se remboursera bien des fois dans l'avenir que de préparer et de suivre un plan rationnel d'exploitation du sol. Se rendant parfaitement compte de l'importance fondamentale de ce travail pour le Canada, la Commission de conservation s'est attaché, en 1914, à titre d'avisé dans la préparation des plans de ville, M. Thomas Adams, à cette époque chargé de la préparation des plans de ville pour le compte de la Commission officielle locale (Local Government Board) en Grande-Bretagne. Depuis lors, la Commission a poursuivi une campagne d'éducation dans le but de bien faire comprendre à la population du Canada l'importance de se préparer maintenant pour les développements futurs, et a fourni gratuitement ses conseils et le concours de ses experts aux municipalités désireuses de se développer suivant un plan rationnel. Comme résultat de cette campagne, toutes les provinces, sauf la Colombie-Britannique et Québec, ont légiféré sur le sujet, et ces deux dernières provinces elles-mêmes sont en consultation avec la Commission touchant les lois qu'elles se proposent d'adopter dans un avenir rapproché.

### DES STATISTIQUES FRAPPANTES.

M. Adams, traitant récemment la question du développement et de la préparation des plans de ville, s'exprimait ainsi:

"Des autorités compétentes évaluent à 690,000 les décès qui surviennent chaque année dans l'Amérique du Nord, par suite de causes qui auraient pu être évitées. C'est là un chiffre terrifiant, même aujourd'hui que nous sommes accoutumés aux sacrifices de vies humaines qui se font en Europe. Les enfants faibles d'esprit coûtent à l'Amérique \$90,000,000 par année et les crimes lui coûtent \$600,000,000. Une forte proportion de ces pertes pourraient être évitées si les autorités gouvernementales prenaient les mesures hygiéniques nécessaires. Il est impossible de dire quelle proportion de ces pertes est due aux négligences individuelles et, dans tous les cas, il semble difficile pour nous d'amener des améliorations de ce côté; mais nous savons que beaucoup de pertes sont dues à l'absence d'un développement intelligent et à une indifférence criminelle, et qu'il ne faut que du courage pour remédier à ces maux au moyen d'une organisation officielle.

"Les sacrifices accomplis dans la guerre exigent de nous, qui sommes restés chez nous, que nous consacrons toute notre attention à l'établissement d'un état de choses qui nous donnera pour l'avenir de saines conditions d'existence et une efficacité plus grande.

"Je fais les recommandations suivantes, comme étant les premières choses à faire pour être en mesure d'appliquer les remèdes voulus aux maux sociaux dont nous souffrons et pour promouvoir la prospérité nationale dans l'avenir:

### AMÉLIORER NOTRE ORGANISATION.

"1. L'organisation fédérale et provinciale qui a charge de la préparation des plans, de la colonisation et l'exploitation du sol devrait être agrandie et améliorée; les départements d'arpentage des divers gouvernements devraient être renforcés et un travail d'arpentage plus élaboré devrait leur être assigné; un système complet de coordination des administrations fédérale, provinciales et municipales des ressources du sol devrait être préparé, le tout devant être centralisé sous l'autorité d'un département ou d'une commission du gouvernement fédéral.

"2. Un examen complet des conditions sociales, physiques et industrielles de tous les districts ruraux devrait être fait dans le but de découvrir les éléments principaux du problème rural et du développement agricole, et de rendre possible l'élaboration de projets pratiques pour le développement des ressources humaines et naturelles du pays. Cet examen devrait comprendre, entre autres choses, un inventaire général de toutes les terres déjà arpentées et concédées, en vue d'assurer leur exploitation convenable et de trouver les moyens d'empêcher la spéculation nuisible. La colonisation des régions éloignées devrait être suspendue dans l'intervalle, et aucune terre de la couronne ne devrait être colonisée tant qu'un plan convenable n'aura pas été préparé.

"3. Les gouvernements provinciaux devraient reviser leurs méthodes d'administration des chemins de colonisation et des affaires municipales, ayant spécialement en vue le besoin d'obtenir plus de coordination, d'uniformité et d'efficacité dans toutes questions relevant du gouvernement local, et afin d'augmenter la responsabilité et les pouvoirs des autorités municipales: responsabilité et pouvoirs devant être exercés avec l'aide des conseils éclairés d'un département central dans chaque province.

"4. Des règlements modèles établissant un minimum d'exigences en matières sanitaires, de logement, de construction d'édifice et de développement en général devraient être adoptés par les gouvernements provinciaux et les autorités municipales réunis en conférence, et ces règlements devraient en suite être rendus obligatoires dans toutes les provinces.

### EN GUISE DE LEÇON DE CHOSES.

"5. Des villes modèles ou "cités jardins", dont les plans auraient été

soigneusement préparés, devraient être établies en des endroits convenables, pour servir de démonstration des progrès industriels et de l'augmentation de la production obtenus par des moyens scientifiques, et comme fournissant des opportunités plus variées aux travailleurs, y compris les soldats rapatriés. Des parties de ces villes devraient être réservées et pour l'industrie manufacturière et pour l'agriculture, suivant des règles, qui ont déjà donné d'excellents résultats.

"6. Des lois de préparation de plans et de développement, correspondant à la loi rédigée par la Commission de conservation, devraient être votées à Québec et dans la Colombie-Britannique, tandis que les lois de même nature existant dans les autres provinces devraient être changées de titre et élargies quant à leur portée, dans la mesure nécessaire pour les rendre capables de suffire à la fois aux développements urbains et ruraux. Tout le sol, soit urbain, soit rural, devrait être soumis à un plan général et à des règlements rationnels touchant son développement; plans et règlements devant être préparés sous l'empire des lois susdites, dans le but de le soustraire à la spéculation et de sauvegarder la santé, la commodité, l'efficacité et la sociabilité dans l'usage qui en sera fait pour fins de construction ou autres.

"7. Le problème de rendre les soldats rapatriés à la vie sociale et industrielle devrait être laissé aux municipalités, guidées et contrôlées par les départements provinciaux; et des arrangements devraient être pris pour placer ces hommes dans des occupations convenables et appropriées à chacun d'eux, soit à la ville, soit à la campagne. Ils devraient être placés là où leurs talents particuliers recevraient le plus profitable emploi, où l'on peut raisonnablement espérer que leur travail recevrait une récompense adéquate et où ils auraient toutes les facilités voulues pour s'instruire et se récréer.

"Des plans de développement, englobant des régions considérables, devraient être préparés avant tout établissement des soldats rapatriés sur le sol, et ces plans devraient être solides du point de vue économique, indépendamment de l'aide financier qui pourrait être accordé comme récompense du service militaire."

### Marque canadienne choisie.

Afin d'économiser sur l'entretien des transports moteurs pour la division du département de la défense du "Commonwealth", le bureau de l'administration, aux quartiers généraux, a réorganisé le service en introduisant, par tout le Commonwealth, un type-modèle de char-moteur qui sera employé pour la défense. Le bureau a choisi le char Ford, marque canadienne; c'est le type qui sera employé pour l'usage général et l'on a déjà donné une commande d'environ 100 chars et 30 camions.

### Licence annulée.

Pour avoir vendu de la farine sans substitut, Urbain Schmidt, marchand détaillant de farine et de matières alimentaires, Mildway, Ont., a vu sa licence annulée pour 15 jours, à partir du 6 novembre, par la Commission des vivres. Ceci veut dire que, ni directement, ni indirectement, il ne peut commercer des matières alimentaires durant cette période.

## L'ARRÊTÉ EN CONSEIL "PAS DE GRÈVE" A ÉTÉ RÉVOQUÉ

Il a atteint son but durant la guerre; il n'est plus nécessaire maintenant.

L'arrêté en conseil "pas de grève" en vigueur depuis le 18 octobre a été révoqué maintenant que la guerre est finie. La déclaration suivante nous a été remise jeudi par le ministre du Travail:

Sur la recommandation du ministre du Travail, le gouvernement a révoqué, hier, l'arrêté en conseil "pas de grève" adopté le 11 octobre 1918.

La nécessité immédiate du premier arrêté en conseil était causée par une menace de grève projetée pour le jour d'action de grâces par quelque 5,000 ouvriers.

Par cet arrêté, le gouvernement n'avait aucunement l'intention d'imposer des restrictions à la grande majorité des organisations ouvrières qui avaient accepté la politique du gouvernement concernant le travail pendant la guerre, telle qu'annoncée par l'arrêté en conseil du mois de juillet dernier, et soumettaient tous leurs différends à des tribunaux désignés qui fonctionnaient avec grand succès.

L'arrêté en conseil "pas de grève" ne fut émis que dans le but de maintenir la paix industrielle pendant la durée de la guerre, et il est maintenant révoqué parce qu'il a atteint son but et qu'il n'est plus nécessaire.

## LE CANADA DOIT CONTINUER À ÉCONOMISER LES VIVRES

"Les vivres ont presque littéralement gagné la guerre. On constate de plus en plus que c'est la raison finale qui a amené la soumission de la Bulgarie, de la Turquie, de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne", déclare le président de la Commission des vivres du Canada. Trois déclarations venant des sources de nouvelles les plus autorisées font ressortir les faits avec plus de clarté.

Le secrétaire des affaires étrangères de l'Allemagne, Solf, demande que l'on commence immédiatement les négociations de paix, et informe le secrétaire d'Etat des Etats-Unis "que la population est menacée d'une famine imminente".

M. Andrew Bonar Law, chancelier de l'échiquier, demande en ces termes de lui voter un crédit de \$3,500,000,000: "Il sera peut-être nécessaire que les alliés fassent tout en leur possible pour fournir des vivres à l'Europe, et dans ce cas, les dépenses seront énormes et il sera de la plus grande importance que l'étroite unité internationale que la guerre a produite domine pendant que nous travaillerons à réparer les ravages de la guerre."

M. Herbert Hoover déclare que l'état de famine existe et mentionne particulièrement le cas de 40,000,000 de personnes du nord de la Russie qui ont bien peu de chance de recevoir des vivres durant l'hiver, et il appuie de nouveau sur le fait que tous les alliés doivent continuer le rationnement jusqu'au printemps.

En présence de cet état de choses, le Canada doit maintenir noblement son programme d'économie des vivres par tous les moyens possibles, et doit même se préparer dès maintenant à faire une récolte encore plus considérable l'année prochaine. Le travail des huit ou dix mois qui vont suivre doit être encore plus intense que celui accompli jusqu'ici.

### Le brassage suspendu aux Etats-Unis.

Jusqu'à nouvel ordre les opérations de brassage de toutes sortes seront suspendues aux Etats-Unis à compter du 1er décembre, et l'on ne pourra plus acheter du grain non germé pour cette fin. L'Administration des vivres des Etats-Unis s'est vue forcée d'adopter ce règlement.